

La Corée accueille le Sommet de l'APEC 2005

Busan, Corée du Sud > Du 15 au 19 novembre, le Canada et les 20 autres pays membres de la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC) se réuniront à Busan, en Corée, à l'occasion du sommet annuel de l'APEC. À titre d'hôte du sommet de 2005, la Corée a choisi le thème qui orientera les discussions pour toute l'année : « Vers une communauté : Répond au défi — Fait face au changement ».

En tant que membre fondateur de l'APEC, le Canada participe aux activités de l'organisme depuis sa création en 1989. Depuis lors, le Canada a toujours été très actif au sein des divers comités et groupes de travail de l'APEC, prenant part à l'élaboration du programme de l'organisme et faisant inscrire des sujets d'intérêt pour les Canadiens à l'ordre du jour des réunions annuelles des ministres et des dirigeants. Il a apporté aux pays membres de l'APEC son aide et son savoir-faire, notamment en matière de politique commerciale et de contre-terrorisme.

En participant au Sommet de l'APEC 2005, le Canada vise principalement à mettre de l'avant les principaux intérêts afférents à sa politique commerciale, notamment en appuyant l'OMC dans les négociations du cycle de Doha.

Il veille également à atteindre ses objectifs régionaux en matière de politique commerciale et à rendre l'Asie-Pacifique plus accessible aux entreprises canadiennes en favorisant le commerce, la transparence et la lutte contre la corruption.

Les efforts déployés en vue de soutenir les activités de l'OMC revêtiront une importance particulière cette année pour les dirigeants et les ministres intervenant au sein de l'APEC, étant donné que la 6^e Conférence ministérielle de l'OMC aura lieu à Hong Kong en décembre, tout juste après le sommet de l'APEC. À cet égard, l'APEC constitue un forum au sein duquel on peut favoriser l'avancement des négociations de l'OMC et accroître la capacité des économies en développement de comprendre leurs intérêts commerciaux et leurs obligations découlant de l'OMC et de prendre les mesures qui s'imposent à lumière de ces intérêts et obligations.

À l'occasion du sommet de cette année, le Canada s'emploiera en outre à promouvoir le développement du secteur privé en Asie-Pacifique en soutenant des mesures politiques commerciales favorables aux PME, en renforçant l'infrastructure juridique des économies en développement et en réduisant le fossé numérique.

Renseignements : www.apec.gc.ca (le Canada et l'APEC) ou www.apec2005.org (Sommet de l'APEC 2005).

Porte d'entrée du Pacifique - suite de la page 1

notre sécurité économique, a déclaré le ministre du Commerce international Jim Peterson. Nul doute que la porte d'entrée favorisera l'afflux d'investissements et l'expansion du commerce avec les grandes puissances émergentes comme la Chine et l'Inde ainsi qu'avec l'Asie du Nord-Est. »

« Nous prenons des mesures pour renforcer la position de la Colombie-Britannique en tant que porte d'entrée internationale concurrentielle pour les transports, a déclaré le ministre de l'Industrie et coministre principal responsable de la Colombie-Britannique David L. Emerson. Nous collaborerons avec la province afin de régler la question de la congestion routière qui nous empêche d'offrir à la Chine, à l'Inde et aux autres pays de l'Asie-Pacifique un réseau commercial fluide et sans égal. »

La croissance des marchés en émergence comme ceux de l'Inde et de la Chine constitue pour nous une priorité nationale dans la mesure où il nous faudra accroître l'efficacité de la porte d'entrée du Pacifique et veiller à ce que l'économie canadienne en profite pleinement. Pour ce faire, nous devons adopter une approche intégrée en ce qui a trait à une vaste gamme de dossiers interreliés, notamment l'amélioration de l'infrastructure de transport. Voilà donc le défi et la priorité auxquels la Stratégie canadienne sur la porte d'entrée du Pacifique entend s'attaquer.

Renseignements : site Web de Transports Canada (www.tc.gc.ca).

RÉDACTION

Yen Le, Aaron Annable,
Jean-Philippe Dumas

SITE WEB

www.canadexport.gc.ca

ABONNEMENT

Tél. : (613) 992-7114
Télec. : (613) 992-5791
canad.export@international.gc.ca

Pour un changement d'adresse ou une annulation, renvoyer l'étiquette avec les changements. Prévoir un délai de quatre à six semaines. Convention de la poste-publication n° 40064047

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à : **CanadExport (BCS)** 125, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G2

CanadExport est un bulletin bimensuel publié par la Direction des services de communication de Commerce international Canada.
Tirage : 54 000 exemplaires

Also available in English.

ISSN 0823-3349

On peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication aux fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefois, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite de CanadExport.

Commercer avec le Botswana - suite de la page 1

20 pays du monde où la pratique des affaires est la plus facile et se classe au 1^{er} rang parmi les pays en développement à cet égard.

Débouchés

L'économie du Botswana dépend fortement de l'industrie diamantaire. Depuis quelques années, le gouvernement s'efforce de développer d'autres secteurs de l'économie. Le secteur privé botswanais est en croissance, et l'industrie qui progresse le plus rapidement est celle des technologies d'information et de communication (TIC). Le gouvernement du Botswana prévoit allouer plus de 280 millions de dollars à cette industrie au cours des 5 prochaines années et constitue actuellement le plus important consommateur de produits et services de TIC au pays.

Les principaux obstacles à la conduite des affaires au Botswana sont la petite taille du marché et la vive concurrence livrée par l'Afrique du Sud du fait de sa proximité et des prix concurrentiels qu'elle pratique. Nombre d'entreprises sud-africaines possèdent des filiales au Botswana et profitent ainsi d'un avantage concurrentiel. Comme le gouvernement du Botswana veut favoriser le développement des entreprises nationales et des exportations, les entreprises canadiennes auront avantage à établir des usines au Botswana.

Sites Web utiles :

- **Ambassade du Canada au Zimbabwe**
www.infoexport.gc.ca/zw
- **Botswana Development Corporation**
www.bdc.bw
- **Botswana Export and Development Investment Agency**
www.bedia.co.bw
- **Development Gateway Market**
www.dgmarket.com
- **Government of Botswana**
www.gov.bw
- **Public Procurement and Asset Disposal Board**
www.ppadb.co.bw
- **Ministry of Trade and Industry**
www.mti.gov.bw

Conduite des affaires au Botswana

Les entreprises canadiennes gagneront à faire affaire avec des partenaires botswanais, sinon elles ne seront pas autorisées à répondre aux appels d'offres gouvernementaux. Il convient toutefois de faire preuve de prudence : les entreprises botswanaises recherchent habituellement un soutien financier pour accroître ou améliorer leurs propres activités. Les possibilités de transferts de technologies et de compétences sont des facteurs clés dont le gouvernement tiendra compte au moment d'évaluer les soumissions reçues. L'infrastructure de communication du pays est convenable, mais les entreprises doivent être disposées à attendre un certain temps avant de recevoir des réponses à leurs communications. Elles devront appeler fréquemment pour assurer un suivi. Il est aussi important de se rendre sur place et, si possible, d'apporter des échantillons des produits offerts aux clients potentiels.

C'est l'industrie des TIC qui offre les débouchés les plus prometteurs : les entreprises canadiennes, particulièrement celles qui font affaire avec un partenaire botswanais, pourront offrir leurs produits et services de TIC sur ce marché. La majorité des appels d'offres sont publiés sur le site Web du gouvernement. On remet actuellement en état les aéroports établis au Botswana, et la fourniture de technologies est un domaine dans lequel les entreprises canadiennes peuvent livrer concurrence. Il convient de noter que le gouvernement du Botswana est le principal consommateur de produits et services, qu'il finance la majorité des projets et qu'il respecte les délais de paiement. L'industrie minière recèle de nombreuses possibilités d'investissement en ce qui a trait à la fourniture de matériel, mais les entreprises canadiennes qui voudront tirer parti de ces possibilités devront faire directement affaire avec des sociétés minières.

Les voyageurs d'affaires doivent savoir que les taxis peuvent manquer de fiabilité. Les chambres d'hôtel peuvent être réglées en dollars américains ou en pula botswanais, mais, sauf avis contraire, seul le pula est accepté ailleurs. Les voyageurs d'affaires doivent planifier leurs rendez-vous au moins deux semaines à l'avance et les confirmer plusieurs jours avant la date de réunion.

Renseignements : ambassade du Canada au Zimbabwe (responsable du Botswana), courriel : hrare-td@international.gc.ca, site Web : www.infoexport.gc.ca/zw.

